

Le salaire des instituteurs fait tanguer le budget cantonal

Grand Conseil - Le budget a été voté confortablement.

Marc Bretton - Publié le 15 décembre 2006

Les libéraux et l'UDC ont lutté toute la journée contre l'inexorable adoption du budget 2007 prévoyant 191 millions de déficit (lire ci-dessous).

Arc-boutés contre la majorité du Grand Conseil, ils ont tout tenté «au nom de la loi et de la bonne gestion», selon les termes de Pierre Weiss, chef de groupe libéral.

Ils ont tenté d'abord de faire renvoyer le budget en commission pour cause d'inégalité, faute de plan quadriennal. Ce reproche a été admis par le ministre des Finances David Hiler qui s'est dit «matériellement incapable de fournir un plan réaliste», mais l'a promis pour «plus tard»; ils ont ensuite proposé des amendements pour torpiller l'accord salarial avec la Fonction publique, faisant vaciller le Parti radical qui s'est abstenu sur le vote relatif à la reprise partielle des mécanismes salariaux.

La mine UDC

Le vote final approche lorsqu'une mine UDC profite de l'inattention de députés «centristes» pour détonner.

L'UDC, rejointe par les libéraux, certains radicaux et le MCG, réussit en troisième débat à barrer 3,7 millions dévolus à la réévaluation du salaire des instituteurs. Une paille? Oui, mais qui met en cause les accords avec la Fonction publique.

Aussi sec, les socialistes concoctent un amendement rectificateur à même de rassembler une majorité. Et l'imbroglie juridique commence. Car il est légalement impossible de revenir sur un crédit voté en troisième débat.

Du coup, furieux et dénonçant une manœuvre frauduleuse, les libéraux et l'UDC claquent la salle du parlement.

Que faire? On se tourne vers papa! Et le Conseil d'Etat propose cette manœuvre: faire voter un budget supérieur de 3,7 millions au montant auquel les débats ont abouti en promettant de revenir en commission des finances pour faire avaliser un dépassement de crédit! Revenus dans la salle, libéraux et UDC s'étouffent d'indignation: «C'est une caisse noire, un précédent, une boîte de Pandore!» tonne Pierre Weiss.

Mais la majorité vote la proposition du gouvernement et les instituteurs sauvent leurs hausses de salaires.

Un budget illégal

Au cours de la journée, chacun a réaffirmé ses positions. Pour les libéraux et l'UDC le budget 2007 est illégal, fragilisé par les référendums lancés contre les transferts d'actifs de l'Etat vers l'aéroport et les TPG. Il affiche de plus un déficit réel bien plus élevé que celui annoncé.

Les socialistes tordent aussi le nez, car «les pauvres commencent à trinquer», regrette Laurence Fehlmann-Rielle.

Mais ni le PS, ni les Verts, ni le PDC, ni le MCG, ni les radicaux ne proposent d'alternative. «Il faut juger le gouvernement sur la réalisation de ses objectifs et sur ses réformes structurelles sur le logement ou le chômage», résume Gabriel Barrillier, chef de groupe des radicaux. Et l'écologiste Christian Bavarel embouche la trompette: «Osons réussir! lance-t-il. Ce gouvernement a des objectifs et des indicateurs clairs. Il peut réussir son pari.»

David Hiler prudent

Vraiment? David Hiler s'est montré très prudent. Car si tout semble sous contrôle pour 2007, «2008 sera dangereuse», souligne le ministre des Finances.

«L'économie atterrit doucement, la péréquation intercantonale va nous priver de 90 millions, bref, nous ne sommes plus sur le gentil trend du retour à l'équilibre.» Et il prévient: «Faute d'accord avec les communes sur la redistribution des tâches, ce sera la fin du ninisme», cette doctrine officielle qui prétend annuler le déficit d'ici 2009 sans baisser les prestations, ni augmenter les impôts.

Au vote, le budget 2007 passe la rampe par 58 oui (PS, Verts, MCG, radicaux, PDC), contre 31 non (UDC, libéraux) et deux abstentions radicales.

La majorité centriste passe le baptême du feu - Commentaire - MARC BRETTON

La scène est éloquente. Suite à un différend sur la réévaluation de fonction des instituteurs, l'UDC et les libéraux se replient dans la salle des Pas Perdus. Le PS, les Verts, les radicaux, le PDC et le MCG restent dans celle du Grand Conseil. La cassure que l'on pressentait au sein de l'Entente depuis une année se manifeste physiquement. En partant ensemble, UDC et libéraux ont franchi une étape de la recomposition du paysage politique genevois.

De même, en restant unie, l'hétéroclite majorité centriste qui soutient le gouvernement s'est montrée solide. Cela ne signifie pas que l'Entente est morte, ni que les nouvelles alliances sont coulées dans le bronze. Mais le gouvernement cantonal a désormais la preuve qu'il peut compter sur sa majorité, ce qui donne de la crédibilité à l'hypothèse d'une possible recomposition politique à Genève à moyen terme. Mais elle dépendra in fine du succès du redressement des finances et des scores des libéraux, UDC, et autre A gauche toute!, lors des prochaines élections.

En chiffres - Adopté après des heures de débats par le parlement, le budget 2007 prévoit:

- Charges: 7183 milliards, en progression de 0,8% par rapport au budget 2006.
- Revenus: 6992 milliards, 2,4% de plus qu'en 2006.
- Déficit: 191 millions, (contre 292 millions en 2006). David Hiler ayant clairement annoncé que le déficit réel serait inférieur de cent millions au montant voté hier, on peut s'attendre à enregistrer des comptes 2007 tournant autour de cent millions de déficit.
- Investissements nets: 254 millions, contre 431 au budget 2006.
- Subventions: 3,04 milliards, contre 2,95 milliards l'an passé. Elles augmentent donc de 2,9%.

Les libéraux ratent «un attentat»

On croit pouvoir assimiler les libéraux au «parti des banques» et les socialistes aux pourfendeurs du capital. Mais c'est parfois compliqué. Ainsi, hier, les libéraux se sont livrés à un «attentat budgétaire» contre la Banque cantonale et la gauche et les Verts, au nom des petites entreprises, ont volé au secours de l'institution. Vous ne comprenez pas? C'est normal.

La garantie de l'Etat

Certaines institutions jouissent de la garantie de l'Etat. C'est le cas des TPG, de la Fondation des parkings par exemple. C'est aussi celui de la Banque cantonale. Cette garantie est généralement facturée au taux de 0,125% contre 0,081% pour la BCGE. En Commission des finances, les libéraux avaient donc proposé une égalisation à 0,125% pour tous et la gauche avait suivi. Bilan: 2 millions en plus pour l'Etat. Mais la BCGE s'est passablement agitée. Du coup, le Grand Conseil est revenu sur sa décision: «La gauche élargie vient au secours des banquiers», a ironisé le libéral Renaud Gautier, qui s'en est pris aux «pipoteries de la BCGE».

Pourquoi ce revirement? La gauche, les Verts, le PDC, les radicaux ont estimé que l'Etat n'avait rien à gagner à faire payer plus une banque dont il est l'actionnaire principal. Qu'à l'inverse, certaines banques rivales et très privées pourraient profiter de cette hausse pour attaquer la crédibilité de la BCGE. Et c'est ainsi que l'attentat échoua. (mbn) - Edipresse Publications SA, tous droits de reproduction et de diffusion réservés.